

Grève des Médecins, des étudiants et des enseignants !

A qui le tour demain ? Forces de l'ordre ? Fonctionnaires de l'administration?

Comment interpréter ces mouvements sociaux ?

Une analyse objective montre qu'il y a réellement une grande attente des travailleurs après le plébiscite du Chef de l'Etat **Faure Essozimna GNASSINGBE** lors des élections de mars 2010 avec 61% environ des votants.

Les travailleurs veulent voir tout de suite leur situation améliorée à travers des rémunérations revalorisées ainsi qu'un taux de chômage réduit.

Or, il est difficile de satisfaire à la fois les deux (2) aspirations contradictoires : en augmentant les salaires dans l'administration, on accroît la masse salariale au risque de ne pas respecter les ratios des 35% de la masse salariale sur les recettes fiscales retenues dans l'UEMOA. Les négociations avec nos partenaires financiers risquent, dans cette optique, d'être difficiles.

Cela aurait à terme pour conséquence d'avoir des fonctionnaires qui n'auront pas les moyens matériels et d'équipement pour travailler.

Dans le privé, la revalorisation du SMIG qui passe de 28 000 FCFA à 35 000 FCFA aura les mêmes effets sur le volume de la masse salariale dans les entreprises privées.

L'offre d'emploi risque de prendre un coût et donc le taux de chômage s'envoler au cours des prochains mois.

A cette situation relative aux salaires viennent s'ajouter les revendications pour les différentes primes à la santé, à l'enseignement primaire et secondaire ainsi que les tranches d'aide aux étudiants dont certaines sont toutes nouvelles dans la nomenclature budgétaires de l'Etat.

Tout cela combiné, risque de déséquilibrer le budget de l'Etat et des PME/PMI avec des conséquences que personne n'est en mesure d'imaginer aujourd'hui, surtout qu'aucune simulation de ces mesures n'a été faite.

Prenons le cas seulement des primes des enseignants de 120 000 FCFA annuel par enseignant à raison de 25 000 enseignants environ soit un total de 3 000 000 000 FCFA qui viendront s'ajouter aux dépenses votées. Le budget étant voté le 30 décembre 2011, il faudrait envisager un collectif budgétaire pour réduire certaines dépenses et probablement des dépenses d'investissements. Or, sans investissements, pas de croissance économique, donc pas de création de richesses et partant accroissement de chômage puis accélération de la pauvreté : le cercle vicieux de la pauvreté se met inéluctablement en place et il faudrait nécessairement un jour casser ce cercle vicieux en revenant à l'orthodoxie : dépenser ce qu'on a et pas plus.

La situation en Europe, avec la dégradation des notes de certains pays (France AA contre AAA) et la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) dans d'autres (Grèce, Portugal, Espagne) doit nous interpeller.

S'il est vrai que certains travailleurs actuels au Togo n'ont pas connu les PAS dans les années 80 qui ont amené les dirigeants de l'époque à privilégier la solidarité et le partage de l'emploi en bloquant les avancements et en limitant la durée de travail à 30 ans de service effectif, nous nous dirigeons vers une situation pareille si rien n'est fait. En outre, les togolais ont déjà oublié les arriérés et les retards de paiement de salaires de 1991 à 2005. Comme quoi l'homme a une mémoire courte !

De plus, en demandant aux autorités de payer les primes des enseignants, des médecins et la première tranche des étudiants avant fin février 2012 et auxquelles viendront s'ajouter les salaires des fonctionnaires, les transferts aux hôpitaux et enseignants confessionnels ainsi que les autres dépenses (investissements, matériel de fonctionnement), cela paraît irréaliste. Quel est le montant mensuel des recettes prévues en 2012 et si on sait qu'après les fêtes de fin d'année en général, les recettes des régies financières (Douanes, Impôts et Trésor) sont faibles en janvier et février. Où trouver cet argent ? Emprunter ?

Notons qu'on ne prête qu'aux riches et à ceux qui ont un potentiel de remboursement parce que l'économie est florissante avec de bonnes perspectives. Or, avec nos différentes revendications, mouvements sociaux et les mesures prises, les bonnes perspectives actuelles de notre économie commencent à avoir un horizon pas clair en raison de notre impatience et notre volonté de "manger son blé en herbe, son pain blanc". Les togolais devraient se ressaisir en étant un peu plus patients pour travailler plus afin de créer plus de richesse avant un partage juste : cela passe d'abord par des investissements publics (routes, écoles, santé, sécurité etc.) pour créer un cadre propice au secteur privé (investisseurs privés, nationaux et étrangers) afin de mettre en place les conditions d'une croissance économique forte, durable et inclusive.

C'est ce à quoi le Gouvernement est engagé en mettant en place des groupes de travail dont les résultats seront partagés lors d'un forum national en mars 2012, lesquels résultats alimenteront les principaux piliers du DSRP en préparation.

L'objectif de faire de notre pays, un pays émergent est possible si le peuple soutient la vision de ceux qui en ont la charge et cultive la vertu de la patience et de la rigueur.

Bonne année 2012 à toutes et à tous !

Le Secrétaire Permanent